

Recul de l'homophobie mais loin encore de l'égalité des droits

vendredi 23 août 2024, par [VOGEL Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2024).

La récente manifestation pour l'égalité et la victoire organisée à Kyiv le 16 juin par des collectifs LGBT reflète le développement d'un mouvement autonome par rapport à l'État et aux partis parlementaires qui se contentent de vagues promesses pour l'après-guerre. Les collectifs LGBT, et notamment l'organisation des militaires LGBT, qui avait tenu à être bien visible dans cette manifestation, exigent des changements législatifs immédiats. Ils sont conscients que l'avenir de l'Ukraine se dessine à travers les mobilisations actuelles des mouvements populaires.

Plus de 70% des Ukrainiens estiment que les personnes LGBTQ devraient avoir les mêmes droits que les autres citoyens, ce qui représente une augmentation de presque 7% par rapport à 2022, selon un sondage publié par l'Institut international de sociologie de Kyiv (KIIS) le 18 juin 2024. Cette évolution est relativement récente. Pendant les vingt premières années de l'Ukraine indépendante, les niveaux d'homophobie étaient semblables à ceux qui se manifestaient en Russie et dans d'autres républiques post-soviétiques d'Europe. Selon un sondage réalisé par European Social Survey en 2010, seuls 28% des Ukrainiens estimaient que « les gays et les lesbiennes devraient être libres de vivre leur vie comme ils l'entendent ». Ce chiffre était le plus bas de tous les pays européens couverts par l'enquête, à l'exception de la Russie. Certaines recherches mettaient même en avant une progression de l'homophobie au début des années 2000.

Au fur et à mesure que la société ukrainienne évoluait de manière indépendante par rapport à la Russie, l'homophobie a connu un certain recul. Mais on aurait tort de lier mécaniquement les deux mouvements. Andrii Kravchuk [\[1\]](#), un activiste gay expliquait en 2014 que si de nombreux militants LGBT avaient soutenu Maïdan, ils avaient fait le choix de ne pas rendre visible leur participation. Ils ne tenaient à fournir des arguments à la propagande pro-russe. Ils craignaient l'affrontement avec les groupes d'extrême droite nationalistes ukrainiens. Il semble bien que les très rares pancartes en faveur des droits des personnes LGBT étaient portées par des provocateurs pro-russes pour être aussitôt photographiées et diffusées massivement sur les réseaux sociaux. Cette hypothèse de provocation est appuyée par différents témoignages selon lesquels en janvier 2014, des personnes ont été payées pour se faire photographier sur la place Maïdan en agitant des drapeaux arc-en-ciel avec des drapeaux de l'Union européenne des États-Unis. La majorité des activistes LGBT qui ont participé aux rassemblements de la place Maïdan ont opté pour l'invisibilité. Le témoignage d'Anna Dovgopol est éloquent :

L'autre partie aurait pu vouloir, d'une manière ou d'une autre, déclarer sa présence en tant que LGBT, mais c'était dangereux en raison du grand nombre de militants d'extrême droite (d'abord Svoboda, puis le Secteur droit). Lors de la première grande manifestation après le passage à tabac des étudiants le 30 novembre, je faisais partie d'un groupe LGBT et nous avions plusieurs drapeaux arc-en-ciel dans nos sacs, que nous n'avons pas osé sortir parce que des colonnes de militants de Svoboda défilaient à nos

côtés, avec l'air assez agressif que l'on connaît. En outre, plus tard, il y a eu plusieurs cas d'attaques par l'extrême droite contre des filles de la communauté féministe et de gauche qui portaient des affiches sur les droits des femmes (des affiches très modérées, telles que « Europe = salaires égaux pour les femmes »), ainsi que contre des activistes de gauche [2].

Ce n'est qu'après Maïdan que la dynamique de mobilisation des personnes LGBT [3] a commencé peu à peu à faire changer la situation. Ces mobilisations se sont heurtées à l'hostilité et à la violence organisées. L'homophobie s'appuie sur une convergence de fait entre trois courants importants dans la société ukrainienne des vingt premières années du 21^e siècle.

Les trois courants homophobes

Un premier courant était constitué par les forces pro-russes et anti-Maïdan qui mettaient en avant la lutte contre la « Gayropa » et présentaient les lois européennes contre la discrimination comme « une homosexualisation forcée » de la population ukrainienne. Avant 2022, les propositions de loi les plus scandaleuses contre les personnes LGBT ont souvent été déposées par des parlementaires du Parti des régions qui s'inspiraient directement de la législation répressive adoptée en Russie. Si ce courant a pratiquement disparu après 2022 sur le territoire libre de l'Ukraine, il est étroitement associé au pouvoir dans les régions occupées. Les persécutions contre les personnes LGBT y ont atteint des niveaux de violence inédits avec des assassinats, le recours à la torture dans les centres de filtration et l'association automatique de toute « déviance sexuelle » à l'entreprise satanique de l'Occident global. Que ce soit en Crimée, au Donbass ou dans les territoires occupés après février 2022, la vie des personnes LGBT s'est convertie en enfer. Les témoignages recueillis par l'ONG Projector dans le district de Kherson qui a été occupé entre mars et novembre 2022 sont glaçants : humiliations, tortures, viols, confiscation de médicaments rétroviraux contre le VIH. Une partie des victimes n'ont pas osé porter plainte après la libération du district.

Les différentes Églises chrétiennes (tant orthodoxes que catholique-grecque et catholique-romaine) partagent de manière très œcuménique une homophobie virulente même si elles peuvent diverger considérablement sur tout le reste et notamment sur les liens avec le patriarche de Moscou. La formation en 1996 d'un Conseil pan-ukrainien des églises et formations religieuses (désigné sous l'acronyme UCCRO en anglais) a constitué une base solide pour un travail de lobby antiféministe et anti-LGBT. Les Églises chrétiennes traditionnelles s'y sont associées à des Églises relativement nouvelles comme les adventistes du septième jour ainsi qu'à des autorités religieuses juives et musulmanes. La première déclaration solennelle des différents courants religieux contre la perspective d'un mariage pour tous remonte à 2007. Depuis le début de la guerre massive, l'homophobie religieuse s'est trouvé un nouvel argument qui se situe au-delà des textes sacrés : la démographie. Ainsi, l'UCCRO expliquait en juin 2023 que :

Assimiler la « cohabitation homosexuelle » au mariage et à la famille serait « extrêmement dangereux » dans la « crise démographique » provoquée par l'invasion de la Russie. Depuis février de l'année dernière, la population permanente de l'Ukraine est passée de 43 à 29 millions d'habitants, ce qui a entraîné un « manque de ressources humaines » pour la reconstruction d'après-guerre [4].

On trouve exactement le même argument en Russie pour justifier les législations anti-LGBT.

Enfin, l'extrême droite nationaliste se revendique de l'héritage idéologique de l'Organisation des nationalistes ukrainiens suivant lequel la construction étatique de l'Ukraine doit reposer sur une

base ethnolinguistique « pure » et la famille patriarcale traditionnelle constitue la cellule de base de la société. Dans cette optique, les personnes LGBT sont assimilées à un facteur de désordre et de dégénérescence de la race. Le parti Svoboda, qui se considère comme l'héritier idéologique de Stepan Bandera, a fait de l'homophobie une de ses bannières de combat et n'a pas hésité à recourir à la violence contre des rassemblements LGBT.

Le reste du monde politique parlementaire oscillait entre l'hostilité et l'indifférence envers les revendications des personnes LGBT tantôt par conviction, tantôt par opportunisme électoral. La revendication du mariage pour tous était rejetée au nom d'un article de la Constitution de 1996 qui limitait le mariage à l'union d'un homme et d'une femme. En 2014, l'Alliance démocratique avait refusé l'adhésion de Bogdan Globa, activiste LGBT [5]. Il s'agit pourtant d'un parti modéré du centre-droit, lié à la démocratie chrétienne en Europe et recrutant de nombreux cadres dans des ONG pro-européennes. Le dirigeant du parti avait clairement indiqué que ce n'était pas tant la vie sexuelle de Globa qui lui posait problème, mais sa revendication politique des droits des personnes LGBT. L'épisode est intéressant parce que, pour la première fois, la plupart des journaux ukrainiens ont publié des articles plutôt favorables à Bogdan Globa.

Dans une telle situation, le mouvement LGBT s'est construit progressivement autour de petits noyaux d'activistes, souvent liés aux mouvements féministes et à la gauche non parlementaire. Leur développement a été plus tardif et plus difficile en Ukraine occidentale. Les premières années ont été particulièrement dures. L'organisation Sphère, qui mène un travail communautaire à Kharkiv depuis 2017, a enregistré 30 attaques contre ses locaux ou ses rassemblements entre 2018 et 2022. Des commandos d'extrême droite ont attaqué son local à de nombreuses reprises avec une complicité de la police. La première apparition publique de Sphère s'est déroulée dans les circonstances suivantes :

Ce jour-là, huit lesbiennes féministes, coiffées de tulle et de couleurs joyeuses, se positionnent à l'entrée du palais des mariages, le bâtiment municipal où habituellement les couples hétérosexuels se jurent fidélité jusqu'à la mort. Soudain arrivent à pied 50 hommes, matraques et bombes lacrymogènes à la main. Yakiv, 17 ans à l'époque, accompagnait la noce lesbienne avec son petit ami. « Ils nous encerclent, nous traitent de pédés pervers et nous crachent dessus. Un gars me cogne à la mâchoire ». Les assaillants brûlent un drapeau arc-en-ciel, lancent des lacrymogènes et s'affrontent à 15 policiers. Les fausses mariées s'éparpillent en courant. Des policiers les aident à évacuer. Sphère déposera plainte pour violences. Des mois plus tard, le tribunal prononcera un non-lieu. « Manque d'éléments à charge ». Ce délit, impuni, est le premier d'une longue liste. Sur le cadenas, scié par la police, est collé un logo : « Ordre et Tradition ». C'est le nom d'un groupe d'extrême droite ultra-conservateur créé en 2016. Chrétien. Anti-Roms. Antirusses. Homophobe. Mais surtout, violent, armé, et entraîné au combat. L'un de ses chefs, Ivan Pilipchuk, poste en ligne des photos de *Mein Kampf* et de lui effectuant le salut nazi [6].

Trois leviers : la guerre, la jeunesse et l'Europe

Dans cette situation particulièrement critique, les activistes LGBT ont pu s'appuyer sur trois facteurs.

Le plus surprenant de tous est la guerre. En 2018, Viktor Pylypenko, activiste gay qui s'était engagé dans un bataillon armé de volontaires du Donbass, a créé l'union des militaires LGBT [7]. La décision de rendre visible la présence de personnes LGBT dans les rangs de l'armée et des unités volontaires était un pari audacieux. Elle s'est faite parallèlement à l'organisation d'une exposition de

photos d'Anton Shebetko intitulée « Nous étions là » où des militaires acceptaient de se faire photographier en revendiquant leur identité LGBT [8]. Certains ont posé en dissimulant leur visage, d'autres ont préféré se montrer à visage ouvert. Les photos étaient complétées par des témoignages enregistrés sur des vidéos. La guerre qui, par ailleurs, a été utilisée par la droite pour revendiquer un virilisme héroïque a donc aussi été l'occasion d'une intégration réelle de personnes LGBT dans des formations constituées principalement par des personnes issues des classes populaires. En juin 2019, l'union des militaires LGBT a formé sa propre colonne d'une trentaine de personnes dans la marche pour l'égalité de Kyiv. Elle était dirigée par Viktor Pylypenko et Nastya Konfederat, une activiste lesbienne engagée volontaire dans l'armée. A cette occasion, le média indépendant Hromadske a publié une interview de Pylypenko, qui mettait en avant la responsabilité de la hiérarchie militaire dans les discriminations au sein de l'armée : lorsqu'on lui a demandé ce que c'était que d'être gay dans l'armée, il a répondu que « c'est inconfortable parce qu'il y a beaucoup d'homophobes. C'est à cause des homophobes, en particulier des commandants homophobes, que ces personnes ne peuvent pas s'exprimer. Ces personnes sont les mêmes que nous, mais malheureusement elles vivent cachées. C'est une honte, car elles se battent pour la liberté du peuple, pour nos droits, entre autres choses ». En ce qui concerne la discrimination, Viktor a déclaré qu'il avait été traité de « "pédé" en ligne par des personnes qui se disent nationalistes mais qui ne sont pas allées à la guerre ».

La présence de dizaines de milliers de personnes LGBT dans les forces armées est rendue visible par des écussons qui représentent une licorne [9], parfois accompagnée d'un drapeau arc-en-ciel. C'est une caractéristique générale de l'armée ukrainienne d'accepter que les militaires cousent sur leur uniforme des signes et symboles de leur choix. Dès 2014, un certain nombre de militaires LGBT ont commencé à rendre visible leur présence dans l'armée en cousant un écusson avec une licorne. A l'époque, on disait qu'il n'y avait pas d'homosexuel·les dans l'armée. Dès lors, la licorne qui est un animal mythique qui n'existe pas dans la nature, est devenue un symbole fort. Le recours à la licorne est doublement courageux. Il affiche une identité LGBT au sein de l'armée mais il implique aussi un risque accru de traitement inhumain en cas de capture par les forces russes ou leurs collaborateurs séparatistes.

Il faut cependant se garder d'une idéalisation de la situation. La guerre est aussi l'accélérateur de phénomènes négatifs comme la brutalisation des rapports humains, la banalisation de la violence. Il y a donc une dynamique contradictoire qu'on peut observer depuis 2014. L'autonomie des collectifs LGBT représente une garantie importante dans une perspective d'émancipation. Elle se heurte aussi à des obstacles puissants dont témoignent de nombreux épisodes de violences homophobes.

Un deuxième facteur est de nature sociologique. Il concerne l'évolution rapide de la jeunesse ukrainienne qui s'émancipe par rapport aux valeurs traditionnelles de la famille patriarcale. Certes, il existe aussi une partie de la jeunesse qu'attirent l'extrême droite et ses codes virils démonstratifs mais le témoignage de nombreuses personnes LGBT indique qu'il y a un recul marqué de l'homophobie dans les générations nouvelles, notamment dans les écoles et universités. Un film comme *Jeunesse en sursis*, de Kateryna Gornostai, reflète bien cette évolution [10]. Ce film, sorti en 2021, a été le résultat d'un long travail collectif entre la réalisatrice et de jeunes de Kyiv. Il s'agit d'une fiction qui a une nette portée documentaire.

Enfin, la perspective d'une adhésion à l'Union européenne a pu constituer un levier pour les revendications LGBT. En effet, tout processus d'adhésion implique une mise en conformité du droit national avec le droit européen. C'est ainsi qu'a pu être adoptée en novembre 2015 une loi contre les discriminations au travail qui interdit et sanctionne les discriminations basées sur l'orientation sexuelle. Le vote de cette loi n'a été rendu possible que par la pression de l'Union européenne qui menaçait de ne pas supprimer l'obligation d'un visa pour les Ukrainiens dans le cas où cette loi n'aurait pas été adoptée. Alors que lors d'un premier vote le 5 novembre, seuls 117 députés sur 450

avaient voté en faveur de l'amendement antidiscrimination, une semaine plus tard, ce sont 234 députés qui l'ont adopté, plus soucieux de l'entrée dans l'espace Schengen que des droits fondamentaux. Ce revirement soudain n'était pas une conversion à la cause des droits LGBT. C'est ainsi que Yourii Lutchenko, chef de la fraction parlementaire du parti du président Poroshenko justifiait le vote de la loi antidiscrimination dans les termes suivants : « Mieux vaut une gay pride sur le Kreschatyk que les tanks russes dans le centre de la capitale de l'Ukraine. » La plupart des parlementaires firent des déclarations ambiguës pour dire qu'ils votaient contre la discrimination par « adhésion européenne » mais que jamais, au grand jamais, ils n'accepteraient le mariage pour tous.

Certains, à gauche, ont vu dans l'utilisation du droit européen une forme d'homo-nationalisme [11]. Le concept même d'homo-nationalisme me paraît brumeux. Dans certains cas, il sert simplement à condamner l'homo-internationalisme, c'est-à-dire la solidarité entre mouvements LGBT dans les différentes parties du monde sur la base d'exigences élémentaires communes. Suivant un raisonnement décolonial simpliste, il y aurait un mouvement LGBT international décrit comme dominé par « des hommes blancs de classe moyenne » qui imposerait ses idées à travers des ONG dans les pays du « Sud global ». Cet argument ignore la capacité de réappropriation des revendications mondiales par des collectifs LGBT de pays du Sud [12]. Il les considère comme de simples relais passifs sacrifiant leur autonomie en échange d'une aide financière ou d'un appui juridique. Dans les cas les plus graves [13], la critique de l'homo-nationalisme dissimule une hostilité de principe à toute émancipation des personnes LGBT dans un Sud fantasmé ou parmi les minorités racisées des pays du Nord. En réalité, la stratégie des collectifs LGBT en Ukraine n'est guère différente de celle des syndicats et des organisations de défense de l'environnement. Elle s'appuie sur le droit européen pour faire avancer ses revendications propres. Renoncer à ce levier affaiblirait leur action.

Après le déclenchement de la guerre à grande échelle, la pression des mouvements LGBT a pu s'appuyer sur l'expérience concrète de la discrimination vécue par les militaires en cas de décès, de disparition ou de capture. Les partenaires de personnes LGBT n'ont aucun droit dans ces cas. Les épreuves de la guerre ont poussé de plus en plus de personnes – militaires et civiles – à faire un « coming out », refusant de continuer à raser les murs par rapport à l'homophobie ambiante. C'est ce qu'explique un ingénieur de Kramatorsk, blessé à la suite d'un bombardement russe :

Je suis gay mais je n'en ai parlé à personne pendant longtemps. Mais après la blessure, j'ai beaucoup réfléchi. Je suis fatigué d'avoir peur, je veux être avec celui que j'aime vraiment, ne pas avoir peur de marcher en lui tenant la main [14].

Une pétition a été lancée en juin 2022 pour appuyer la proposition de loi 9103 concernant l'institution d'une union civile qui ouvrirait aux personnes LGBT des droits comparables à ceux qui découlent du mariage. En quelques mois, elle a été signée par 28 000 personnes. Le président Zelensky s'est engagé à demander à son Premier ministre d'agir pour faire avancer les droits des personnes LGBT mais cette promesse est restée sans suite jusqu'à présent. Une « piqure de rappel » est venue le 1^{er} juin 2023. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), a condamné l'Ukraine dans la mesure où elle ne dispose d'aucun statut légal protégeant les couples formés par des personnes du même sexe [15]. Conformément à sa jurisprudence, la Cour européenne n'impose pas d'ouvrir le mariage aux couples homosexuels mais elle impose aux États de disposer d'un statut conférant des droits similaires à ceux dont disposent les couples mariés.

Une autre revendication immédiate importante est l'adoption de la proposition de loi 5488 qui introduira dans le droit pénal la notion de « crime de haine » de manière à réprimer différents délits

contre les personnes lorsque l'hostilité à l'égard d'un groupe discriminé apparaît comme un mobile spécifique. Parmi les facteurs de discrimination considérée figure l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Dans ce domaine, les mobilisations LGBT peuvent également s'appuyer sur un arrêt du 11 avril 2024 de la CEDH [16], qui a jugé que l'Ukraine avait violé l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) combiné à l'article 14 (interdiction de la discrimination) de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de l'inefficacité de l'enquête sur deux agressions verbales et physiques du requérant, un homme gay, impliquant des insultes homophobes. Suite à la première agression, les autorités n'ont pas donné suite aux allégations de crime de haine du requérant et ont d'abord classé l'agression comme un vol. La Cour a noté que la qualification pénale choisie par les autorités nationales pour la deuxième agression comme relevant des dispositions ordinaires du droit pénal a compromis leur capacité à découvrir le motif homophobe allégué de l'agression. Dans le contexte où l'extrême droite a fréquemment recours à la violence contre les mouvements LGBT, une loi réprimant les crimes de haine devrait faciliter le combat judiciaire contre ces agressions.

La marche de Kyiv du 16 juin dernier est venue rappeler ce principe essentiel : la victoire contre l'agression et l'égalité des droits dans la société sont inséparables.

Laurent Vogel

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Entre les lignes entre les mots

<https://entrelignesentrelismots.wordpress.com/2024/07/06/recul-de-lhomophobie-mais-loin-encore-de-legalite-des-droits/>

Notes

[1] Andrii Kravchuk, « LGBT ukrainiens entre deux mondes : Russie et Union européenne », [Dialogai](#), 1^{er} septembre 2014.

[2] Cité par Tamara Martsenyuk, « Права людини для ЛГБТ спільноти і Євромайдан 2013-2014 », [Commons](#), 2015.

[3] Pour un aperçu des premières années de ces mobilisations, voir : Denys Lavrik, « Гомофобія в Україні : тенденції постмайданного періоду », [Spylne](#), 18 mai 2015.

[4] <https://www.churchtimes.co.uk/articles/2023/23-june/news/world/resist-western-pressure-on-gay-rights-ukrainian-religious-leaders-urge>

[5] <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/democratic-alliance-denies-membership-to-gay-activist-350645.html>

[6] Cette description est reprise de Michel Despratx, « Ukraine : gays envers et contre tous », [La](#)

[Chronique d'Amnesty International](#), 22 juin 2022.

[7] <https://lgbtmilitary.org.ua/eng>

[8] www.youtube.com/watch?v=sTkch9dAlUY

[9] Maxime Birken, « Guerre en Ukraine : ces soldats LGBT arborent une licorne en blason, et c'est plus qu'un symbole », [Huffpost](#), 31 mai 2022.

[10] On peut voir ce film avec des sous-titres anglais (sous son titre ukrainien Stop Zemlia) sur le site de la plateforme Tak Flix : <https://takflix.com/en/films/stop-zemlia>

[11] C'est la position de Tamara Martsenyuk dans un article de 2015 qui est, par ailleurs, une excellente source d'information et d'analyse. L'article revendique la filiation décoloniale de sa critique de l'« homo-nationalisme ». Voir Tamara Martsenyuk, « Права людини для ЛГБТ спільноти і Євромайдан 2014-2013 », [Commons](#).

[12] L'exemple de l'Afrique du Sud montre comment l'alliance entre les mouvements LGBT de ce pays et des organisations LGBT internationales a été un facteur important de succès qui me semble démentir l'hypothèse décoloniale de l'homo-nationalisme.

[13] C'est le cas de Houria Bouteldja qui admire la politique menée par l'ancien président Ahmadinejad en vue de l'éradication des personnes LGBT dans la société iranienne. Voir : Serge Halimi, « Ahmadinejad, mon héros », [Le Monde diplomatique](#), août 2016.

[14] Mathilde Goanec, « Ukraine : la guerre, « un puissant accélérateur » pour les droits LGBT+ », [Mediapart](#), 5 décembre 2022.

[15] CEDH, Arrêt du 1^{er} juin 2023, « [Maymulakhin et Markiv c. Ukraine](#) ».

[16] CEDH, Arrêt du 11 avril 2024, « [Karter v. Ukraine](#) ».